



Réunion informelle de l'Assemblée générale

Résolution 75/238 de l'Assemblée générale intitulée « La situation des droits de l'homme au Myanmar »

Briefing par l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar, Mme Christine Schraner Burgener

New York, le 18 juin 2021

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

Nous remercions l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour son intervention, qui a mis en évidence la gravité de la situation au Myanmar et l'importance d'une action résolue de la communauté internationale.

Près de cinq mois après la prise du pouvoir par les autorités militaires, la Haute-Commissaire aux droits de l'homme a fait état d'une « catastrophe pour les droits de l'homme ». Une fois de plus, la Suisse exhorte les autorités militaires à respecter le droit international, et en particulier les droits de l'homme. Il faut garantir de toute urgence un accès humanitaire sûr et sans entrave à toutes les personnes dans le besoin. Jusqu'à présent, nos préoccupations et nos appels ont été ignorés. Pourtant, le risque de guerre civile et d'atrocités qui pourraient déstabiliser la région entière augmente chaque jour.

Le soutien du peuple pour le processus démocratique a été clairement exprimé lors des élections de novembre 2020. Nous continuerons donc d'insister sans relâche: le gouvernement civil démocratiquement élu doit être rétabli, tous les prisonniers politiques libérés et l'accès à l'internet libre, ouvert et sûr intégralement rétabli.

La Suisse s'est activement engagée pour la résolution que cette Assemblée vient d'adopter par 121 voix. C'est un message fort et uni que nous envoyons aujourd'hui. Il est complémentaire au travail du Conseil de sécurité, qui doit passer à l'action de toute urgence et prendre les mesures concrètes à sa disposition.

Permettez-moi de réaffirmer notre plein soutien à l'Envoyée spéciale, et à son travail infatigable en vue de trouver une solution pacifique à la crise actuelle. La Suisse se félicite du dialogue que poursuit l'Envoyée spéciale avec toutes les parties concernées au Myanmar et dans la région. Il est crucial que l'ASEAN, son ou sa futur(e) Envoyé(e) spécial(e) et ses Etats membres continuent de collaborer avec l'Envoyée Spéciale.

Je vous remercie.

Mr. President,

We thank the Special Envoy of the Secretary-General for her statement, which highlighted the gravity of the situation in Myanmar and the importance of resolute action by the international community.

Nearly five months after the seizure of power, the High Commissioner for Human Rights has described the situation as a “human rights catastrophe”. The use of force against the civilian population as well as the targeted attacks against hospitals and schools must stop immediately. Once again, Switzerland urges the military authorities to respect international law, and in particular human rights. Safe and unhindered humanitarian access to all people in need must be urgently guaranteed. So far, our concerns and appeals have been ignored. Yet the risk of civil war and atrocities that could destabilize the entire region increases daily.

The support of the people for the democratic process was clearly expressed in the November 2020 elections. We will therefore continue to insist that the democratically elected civilian government be restored, all political prisoners be released and access to free, open and secure internet be fully restored.

Switzerland has been actively engaged in the core group of the resolution that this Assembly just adopted with 121 votes in favor. It is a strong and unified message that we are sending today. It is intended to complement the work of the Security Council, which must urgently take action and make use of the concrete measures at its disposal.

Allow me to reaffirm our full support for the Special Envoy and her tireless work to find a peaceful solution to the current crisis. Switzerland welcomes the Special Envoy's ongoing dialogue with all parties concerned in Myanmar and in the region. It is important that ASEAN, its future Special Envoy and its Member States continue to work with the Special Envoy of the Secretary-General.